



DECLARATION A LA COMMISSION DES COMPTES DE LA SECURITE SOCIALE

REUNION DU 28/05/2026 SUR LES COMPTES 2025

Mesdames et Messieurs les ministres,

Monsieur le Secrétaire général de la Commission des comptes,

Mesdames et Messieurs,

A l'issue du rapport du secrétaire général vous avez su rappeler votre attachement à la Sécurité sociale et nous annoncer que pour la préserver vous envisagiez déjà un certain nombre de mesures drastiques, à votre corps défendant bien sûr !

Là où les fondateurs de la Sécurité Sociale raisonnaient en fonction des besoins de la population, nous sommes passés dans une logique financière notamment depuis le plan Juppé et la mise en place des lois de financements de la Sécurité Sociale.

Ambroise Croizat, seul ministre des travailleurs, en créant la Sécurité sociale a libéré la population lui permettant enfin de « *Vivre sans l'angoisse du lendemain, de la maladie ou de l'accident de travail, en cotisant selon ses moyens et en recevant selon ses besoins.* ».

Depuis 2017 le Président de la République poursuit le détricotage appelé de ses vœux par le grand patronat. Et c'est déjà la course à l'échalotte chez les 27 prétendants à sa succession pour saborder le salaire brut et donc le financement de notre Sécurité sociale ou bien repousser l'âge de la retraite à 67 ans voir+

Elle affiche un déficit de 22 milliards d'euros pour 2025 et après de nombreuses décisions austéritaires (coupes, augmentations insuffisantes, etc.) le gouvernement envisage à nouveau de réduire et de limiter les dépenses sociales. Alors même qu'il a su trouver 36 milliards pour financer l'économie de guerre et le complexe militaro-industriel.

Sur l'état des finances sociales rappelons que **le** déficit de la Sécurité sociale résulte de vos décisions et de celles de vos prédécesseurs tous nourris à la même idéologie : charges indues mises sur la sécurité sociale, non-compensation d'exonérations de plus en plus fréquentes ces mêmes Exonérations complètement débridées atteignant les 80 milliards d'euros. Mais nous notons avec intérêt que le ministre de l'Action et des comptes publics a annoncé que les exonérations de cotisations sociales ne suivraient pas la hausse automatique du SMIC du 1^{er} juin. **La CGT demande d'aller au-delà de ce premier petit pas vers une sortie des exonérations, politique publique totalement inefficace et extrêmement coûteuse.**

Vous allez nous parler baisse des dépenses. Après le doublement des franchises médicales, les menaces planent sur les affections longues durées, les indemnités journalières. Peut-être même déjà évoquer de nouvelle réforme des retraites sans jamais vous interroger sur les causes de ces dépenses en hausse.

Dégradation des conditions de travail, la fin des CHSCT, sous-déclaration des AT/MP ou bien le report de l'âge de la retraite.

Si vous voulez réduire les dépenses commencez déjà par :

- Arrêter de discriminer certains assurés par exemple les personnes en transition de genre qui font condamner les CPAM et obtiennent des dommages-intérêts complètement légitimes comme à Strasbourg, Lyon ou Grenoble
- Arrêter aussi de discriminer ou réprimer les organisations syndicales puisque ça aboutira aussi à des condamnations.
- Arrêter d'externaliser les achats de logiciels comme Arpège qui produisent des erreurs en cascade avec un coût social énorme

Il est donc important de rappeler que l'argent de la Sécurité sociale n'est pas celui de quelques décideurs dans les caisses nationales.

Au-delà des dépenses, c'est bien les recettes qu'il faut améliorer et nous avons des propositions.

La liste est longue, pourtant la solution à vos problèmes financiers existe sans que cela ne vous coûte 1 euro d'intérêt à la banque.

Retour de l'échelle mobile des salaires, augmentation générale des salaires et pensions, lutte contre les inégalités F/H, interdiction des licenciements (plus de 550 PSE) sont autant de cotisations à mettre au pot commun de la solidarité qui caractérise notre système.

Vous pouvez aussi régulariser massivement les nombreux travailleurs sans-papiers qui font vivre des pans entiers de notre économie et qui sont une véritable richesse pour notre pays.

De même avec les travailleurs des plateformes et la transposition de la directive européenne les concernant que vous bloquez, les faire accéder au statut de salarié fera rentrer des cotisations supplémentaires.

Vous l'avez compris, si vous manquez d'idées pour améliorer le financement de la Sécurité Sociale, à la CGT, nous en avons.

C'est d'ailleurs pourquoi dès l'origine, la volonté de son créateur était de remettre la gestion exclusive de la Sécurité Sociale entre les mains des assurés eux-mêmes. Il n'est pas trop tard pour le faire.

Pour le 80^e anniversaire de la Sécurité sociale, j'en profite pour demander à nouveau, l'entrée au Panthéon d'Ambroise Croizat qui a bâti cet édifice de progrès sociale et de dignité humaine.

Pour la CGT

Cécile VELASQUEZ

Montreuil le 28 mai 2026.